



La traduction, au cœur de l'identité québécoise

**Mémoire présenté à la Commission
de la culture et de l'éducation**

**Projet de loi 96
Loi sur la langue officielle et
commune du Québec, le français**

Le 29 septembre 2021



À propos de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ)

L'OTTIAQ est un ordre à titre réservé regroupant plus de 2 500 membres aux compétences reconnues et assujettis aux obligations du Code des professions en matière de déontologie, d'inspection professionnelle, de formation continue et d'assurance responsabilité.

L'OTTIAQ assure la protection du public en octroyant les titres de traducteur agréé, de terminologue agréé et d'interprète agréé, en veillant au respect de son code de déontologie et des normes professionnelles et en mettant en œuvre les mécanismes prévus par le Code des professions.

L'OTTIAQ a un double mandat de protection du public. Le premier, qu'il partage avec tous les ordres professionnels, consiste à protéger le public québécois contre des préjudices de nature physique, morale, financière ou matérielle dus à une traduction erronée. Le second, qui lui est propre, consiste à protéger la société contre l'acculturation et ainsi préserver l'identité québécoise par la qualité du français.

En fonction des compétences de chacun, les membres de l'OTTIAQ traduisent dans un large éventail de domaines de spécialité allant de l'actuariat à la zoologie, en passant par le droit, le génie ou la médecine.



Sommaire

Seul État francophone en Amérique du Nord, le Québec se doit de prendre des mesures vigoureuses pour assurer la protection et l'épanouissement de son identité culturelle et linguistique.

Étant donné la place que ses membres ont toujours eue dans la sauvegarde de la langue française au Québec, l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) appuie la volonté du gouvernement du Québec de relever le statut du français et d'améliorer son usage au sein des institutions publiques et parapubliques ainsi que dans les rapports entre celles-ci et la population.

L'Ordre appuie de ce fait le renforcement de la Charte de la langue française, notamment la création du ministère de la Langue française et du Commissariat à la langue française.

L'Ordre appuie également les dispositions du projet de loi 96 qui s'appliquent aux organismes parapublics, dont les ordres professionnels et leurs membres.

Cependant, à la lecture du projet de loi, il nous a paru nécessaire d'apporter certaines précisions, que nous résumons dans les recommandations suivantes.

Recommandation 1

L'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec recommande de préciser aux articles 5, 32 et 116 du projet de loi que la traduction doit être certifiée par un « traducteur agréé ».

Recommandation 2

L'Ordre recommande d'ajouter au nouvel article 10 de la Charte de la langue française institué par l'article 5 du projet de loi un alinéa précisant que « toute traduction effectuée en application du présent article doit être certifiée par un traducteur agréé ».

Recommandation 3

L'Ordre recommande d'ajouter à l'article 66 du projet de loi modifiant l'article 91 de la Charte un alinéa précisant que « la version française issue d'une traduction doit être certifiée par un traducteur agréé ».



Exceptionnalité du Québec

Dans le préambule modifié de la Charte de la langue française, il est précisé à juste titre que le Québec est le « seul État de langue française en Amérique du Nord ». Ce n'est certes pas la seule particularité du Québec. Ainsi, dans l'histoire de l'Humanité, jamais une communauté n'a été entourée d'un bloc aussi imposant et aussi monolithique sur les plans économique, culturel et linguistique et qui, de surcroît, parle la *lingua franca* du monde, l'anglais. Rien d'étonnant à ce que le Québec ait besoin de légiférer pour protéger son identité.

À cet égard, il est révélateur que, aux États-Unis, pas moins de 29 États sur 50¹, soit près de 60 % d'entre eux, ont jugé nécessaire d'adopter des mesures législatives pour assurer la protection et l'épanouissement de l'anglais face au multilinguisme croissant de la société américaine.

Plus qu'admirable, il est éblouissant de constater le poids culturel, sans commune mesure avec son poids démographique, dont jouit le Québec non seulement au sein de la Francophonie, mais aussi dans le monde entier, où nos artistes et entreprises culturelles resplendent.

Importance de la traduction pour le Québec

Traduction et société

La Loi constitutionnelle du Canada établit que le français et l'anglais sont les langues officielles du pays. Si elle fait du Canada un pays bilingue, elle n'oblige nullement les Canadiens et, de ce fait, les Québécois à être bilingues. En fait, dans l'ensemble du Canada, 82 % de la population ne parle qu'une seule des deux langues officielles; au Québec, il s'agit de 56 %² de la population.

La traduction permet donc aux Canadiens, et aux Québécois, d'exercer leur droit constitutionnel de **ne pas** parler l'autre langue officielle, tout en leur donnant la possibilité de communiquer entre eux.

Elle permet à l'État québécois de fonctionner en français et de communiquer avec la communauté anglophone dans sa langue.

Elle permet également à l'État québécois d'informer la population dans une foule de langues lorsque la situation l'exige, comme cela a été le cas pour les avis de santé publique émis durant la pandémie.

¹ Leclerc, J. (2010) : « Les législations linguistiques en Amérique du Nord », *Télescope*, Vol. 16, N° 3, p. 75-93.

² Statistique Canada, Recensement de 2016.



Toutes proportions gardées, le Québec est l'un des endroits sinon l'endroit au monde où il se fait le plus de traduction. La qualité de celle-ci influe considérablement sur la qualité du français au Québec.

Traduction et économie

Par ailleurs, le Québec est un État commerçant. Plus de 46 % de son PIB³ provient des exportations vers les autres provinces canadiennes et vers l'étranger. Compte tenu de la taille modeste du marché intérieur, l'exportation permet aux entreprises québécoises de croître et de se développer et à la société québécoise dans son ensemble, de maintenir et d'améliorer sa qualité de vie⁴.

Or, tous les pays, dont le Canada, exigent que la documentation portant sur les biens et services qui entrent sur leur territoire et destinés à leurs citoyens soit dans la ou les langues nationales. La traduction du français vers les langues d'exportation est donc indispensable, sauf lorsque l'exportation se fait vers la Francophonie, naturellement.

Il en va de même de la documentation portant sur les biens et services que le Québec importe. Elle doit être traduite en français, sauf lorsque l'importation vient des pays membres de la Francophonie. Lorsqu'elle provient de ces pays, elle doit souvent être adaptée aux particularités linguistiques québécoises (p. ex., « passeport vaccinal » et non « pass sanitaire »).

Bref, presque tout ce qui entre au Québec et presque tout ce qui en sort passe par la traduction.

La traduction joue ainsi un rôle essentiel dans la préservation de l'identité francophone du Québec et dans la qualité du français au Québec. En outre, elle joue un rôle capital dans l'exportation du Québec au Canada et dans le monde.

Elle est à la fois un gage d'ouverture du Québec sur le monde et un rempart contre l'acculturation.

³ Ministère de l'Économie et de l'Innovation (2020) : *Le Calepin du commerce extérieur du Québec*, [En ligne], [\[https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes_statistiques/echanges_exterieurs/calepin_exterieur.pdf\]](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes_statistiques/echanges_exterieurs/calepin_exterieur.pdf) (Consulté le 14 septembre 2021).

⁴ Idem, p. 167.



Portrait de la traduction au Québec

Selon les données du recensement de 2016 de Statistique Canada, le Québec compte 8 625 traducteurs, terminologues et interprètes, soit 50 % du total canadien⁵ (catégorie 5125 de la classification nationale des professions, voir tableau plus bas). Les salariés représentent 56 % du total, les travailleurs autonomes, 44 %.

La traduction s'effectue dans une très vaste mesure de l'anglais vers le français.

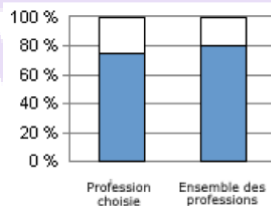
Gouvernement du Canada, Statistique Canada

Tableaux de données, Recensement de 2016

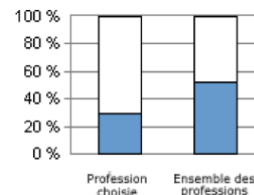
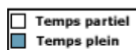
Ce tableau montre profession - classification nationale des professions 2016 , catégorie de travailleur , situation d'activité , pour la population active âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés dans Québec / Québec

Profession - Classification nationale des professions (CNP) de 2016 (693A)	Catégorie de travailleur (5A)				
	Total - Catégorie de travailleur	Catégorie de travailleur - sans objet	Toutes les catégories de travailleurs	Employé	Travailleur autonome
5125 Traducteurs, terminologues et interprètes	8 625	0	8 625	4 805	3 820

Selon Emploi Québec, la proportion des temps plein/temps partiel est de 74 %/26 %. La proportion hommes/femmes se situe à 30 %/70 %⁶.



Personnes en emploi à temps plein et à temps partiel



Personnes en emploi selon le sexe



⁵ Statistique Canada, [En ligne], [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&LANG=F&PID=111856&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&THEME=124&Temporal=2011&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>], (Consulté le 14 septembre 2021).

⁶ Emploi Québec, [En ligne], [http://imt.emploiquebec.gouv.qc.ca/mtg/inter/noncache/contenu/asp/mtg122_statprof_01.asp?cregn=QC&PT1=1&lang=FRAN&Porte=1&prov=FPT&PT3=9&pro=5125&PT2=17&PT4=53], (Consulté le 14 septembre 2021).



Projet de loi 96 et traduction

Nous désirons attirer l'attention du législateur sur certaines dispositions du projet de loi 96 qui gagneraient à être clarifiées afin d'assurer la qualité du français.

Renforcement du français à titre de langue de la législation et de langue de travail (chapitres III et VI)

Le projet de loi 96 introduit à deux reprises la notion de « traduction certifiée ». La première fois, à l'article 5 modifiant l'article 9 de la Charte de la langue française :

« **9.** Une traduction en français certifiée doit être jointe à tout acte de procédure rédigé en anglais émanant d'une personne morale. »

L'article 116 du projet de loi insiste d'ailleurs sur l'importance de cette traduction certifiée :

« **208.6.** L'acte de procédure auquel n'est pas jointe, en contravention à l'article 9, une traduction certifiée ne peut être déposé au greffe d'un tribunal ou au secrétariat d'un organisme de l'Administration qui exerce une fonction juridictionnelle ou au sein duquel une personne nommée par le gouvernement ou par un ministre exerce une telle fonction.

Le greffier ou le secrétaire avise sans délai la personne morale concernée du motif pour lequel l'acte de procédure ne peut être déposé. »

La seconde fois, à l'article 32 modifiant l'article 44 de la Charte :

« **4°** par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

“Une telle sentence rendue en français est traduite en anglais lorsqu'une partie le demande.

Toute traduction effectuée en application du présent article doit être certifiée. [...]” »

Un principe bien établi en droit et souvent cité par les juristes veut que le législateur n'écrive pas pour rien et que ce qu'il inscrit dans une loi reflète son intention.

Si le législateur juge que la traduction des actes de procédure et des sentences arbitrales est à ce point importante que sa conformité à l'original doit être certifiée, c'est qu'il estime que les parties concernées par ces actes et sentences pourraient subir un préjudice grave en cas de non-conformité de la traduction avec l'original.



Un autre principe fondamental en droit veut que le législateur est cohérent et donc qu'une disposition doit être interprétée en tenant compte de l'ensemble des dispositions législatives qu'il a adoptées.

Or, en l'occurrence, le législateur a estimé que les risques de préjudice en traduction sont tels qu'il a créé l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec⁷, et qu'il a réservé l'utilisation des titres de traducteur, terminologue et interprète agréés aux titulaires d'un permis d'exercice valide inscrits au tableau des membres de l'Ordre, seul organisme habilité à certifier la compétence de ces professionnels.

La clarté législative étant essentielle, il importe de préciser que la certification des traductions prescrite par le projet de loi 96 incombe aux traducteurs agréés, qui sont assujettis aux obligations prévues par le Code des professions et dont la responsabilité est la protection du public contre les risques de préjudice.

En l'absence d'une telle précision, la certification pourra être faite par n'importe qui, donc souvent par des personnes qui ne possèdent pas de formation spécialisée en traduction et qui ne sont pas assujetties au Code des professions. En cas de préjudice dû à une traduction erronée, la partie lésée ne disposera d'aucun des recours que garantit le Code des professions et que permet l'utilisation des services d'un traducteur agréé.

Recommandation 1

Pour ces raisons, nous recommandons de préciser aux articles 5, 32 et 116 du projet de loi que la traduction doit être certifiée par un « traducteur agréé ». Ces articles se liraient comme suit :

« **5.** Les articles 8 et 9 de cette charte sont remplacés par les suivants :

“9. Une traduction en français certifiée *par un traducteur agréé* doit être jointe à tout acte de procédure rédigé en anglais émanant d'une personne morale.” »

« **32.** L'article 44 de cette charte est modifié :

“4° par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

Une telle sentence rendue en français est traduite en anglais lorsqu'une partie le demande.

Toute traduction effectuée en application du présent article doit être certifiée *par un traducteur agréé*. [...]” »

⁷ Code des professions, Chapitre c-26, article 36 t.



« **116.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 208.5, de ce qui suit :

“CHAPITRE IV

PROCÉDURE

208.6. L'acte de procédure auquel n'est pas jointe, en contravention à l'article 9, une traduction certifiée *par un traducteur agréé [...]* »

En outre, l'article 5 du projet de loi ajoute un nouvel article 10 à la Charte, lequel impose la traduction, à certaines conditions, des jugements rendus en français ou en anglais :

« **10.** Une version française doit être jointe immédiatement et sans délai à tout jugement rendu par écrit en anglais par un tribunal judiciaire lorsqu'il met fin à une instance ou présente un intérêt pour le public.

Tout autre jugement rendu en anglais est traduit en français à la demande de toute personne; celui rendu en français est traduit en anglais à la demande d'une partie. »

L'article 5 du projet de loi précise également que le nouvel article 10 s'applique à toute décision rendue dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle :

« **11.** L'article 10 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à toute décision rendue dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle par un organisme de l'Administration ou par une personne nommée par le gouvernement ou par un ministre qui exerce une telle fonction au sein d'un tel organisme. »

Pour les mêmes raisons de protection des parties concernées contre des préjudices, il importe que la traduction de ces jugements et décisions soit certifiée par un traducteur agréé.

Recommandation 2

Nous recommandons d'ajouter l'alinéa « *Toute traduction effectuée en application du présent article doit être certifiée par un traducteur agréé.* » au nouvel article 10 de la Charte, tel qu'institué par l'article 5 du projet de loi, qui se lirait comme suit :

« **10.** Une version française doit être jointe immédiatement et sans délai à tout jugement rendu par écrit en anglais par un tribunal judiciaire lorsqu'il met fin à une instance ou présente un intérêt pour le public.

Tout autre jugement rendu en anglais est traduit en français à la demande de toute personne; celui rendu en français est traduit en anglais à la demande d'une partie.

Toute traduction effectuée en application du présent article doit être certifiée par un traducteur agréé. »



Renforcement du français dans les dispositions diverses (chapitre IX)

L'article 66 du projet de loi modifie l'article 91 de la Charte de la façon suivante :

« **66.** L'article 91 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

“Lorsque, conformément au premier alinéa, un texte ou un document est rédigé en français et dans une autre langue, la version française doit pouvoir être comprise sans se reporter à une version dans une autre langue.

En cas de divergence entre la version française et celle dans une autre langue d'un tel texte ou d'un tel document, l'adhérent ou le consommateur, lorsqu'il s'agit d'un contrat d'adhésion ou d'un contrat de consommation, ou, dans les autres cas, la personne qui ne l'a pas rédigé, peut invoquer l'une ou l'autre des versions, selon ses intérêts.” »

Un texte français original ne posant pas de problème de compréhension, le législateur soulève ici le problème que causent trop souvent les traductions vers le français.

S'il est effectivement frustrant d'avoir à se reporter à une version produite dans une autre langue, il est carrément impossible de le faire pour 56 % de la population québécoise qui ne comprend pas l'anglais et pour la très vaste majorité de celle-ci qui ne comprend aucune autre langue que le français.

Plus que frustrant, cela devient clairement périlleux lorsqu'il s'agit, par exemple, de notices d'utilisation de produits toxiques (p. ex., médicaments), dangereux (p. ex., tronçonneuse) ou à usage restreint (p. ex., pesticides).

Pour que cette version française puisse « être comprise sans se reporter à une version dans une autre langue » comme le prévoit le nouvel article 91 de la Charte, elle doit avoir été traduite par une personne qualifiée, c'est-à-dire un traducteur agréé.

Recommandation 3

Nous recommandons d'ajouter à l'article 66 du projet de loi modifiant l'article 91 de la Charte un alinéa précisant que « la version française issue d'une traduction doit être certifiée par un traducteur agréé ». Le nouvel article 66 se lirait comme suit :

« **66.** L'article 91 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

“Lorsque, conformément au premier alinéa, un texte ou un document est rédigé en français et dans une autre langue, la version française doit pouvoir être comprise sans se reporter à une version dans une autre langue.



La version française issue d'une traduction doit être certifiée par un traducteur agréé.

En cas de divergence entre la version française et celle dans une autre langue d'un tel texte ou d'un tel document, l'adhérent ou le consommateur, lorsqu'il s'agit d'un contrat d'adhésion ou d'un contrat de consommation, ou, dans les autres cas, la personne qui ne l'a pas rédigé, peut invoquer l'une ou l'autre des versions, selon ses intérêts." »

Conclusion

Dans un jugement rendu tout récemment, le 4 août 2021, la Cour d'appel fédérale rappelait que « la capacité de traduire ou d'interpréter d'une langue officielle à l'autre n'est pas une chose innée. En effet, il y a une formation offerte pour les personnes qui souhaitent accéder aux métiers de traduction et d'interprétation⁸. »

Si la qualité du français est importante pour l'identité de la société québécoise, la qualité des traductions en français est cruciale à la fois pour cette identité et pour la protection du public.

L'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec est convaincu que les changements proposés ci-dessus permettront de mieux soutenir les objectifs du projet de loi 96 et qu'il est dans l'intérêt de tous que le législateur les intègre au projet de loi. Ils contribueront à la qualité du français, à l'épanouissement de notre identité et à la protection du public.

⁸ Cour d'appel fédérale, Jugement 2021 CAF 159, Dossiers A-355-19 ET A-453-19, Rendu le 2021.08.04, par. 108, [En ligne], [<https://decisions.fca-caf.gc.ca/fca-caf/decisions/fr/501166/1/document.do>], (Consulté le 14 septembre 2021).